

Rhétorique du bonimenteur élyséen

Jérôme Cabot

► **To cite this version:**

Jérôme Cabot. Rhétorique du bonimenteur élyséen. Raison Présente, Nouvelles Editions Rationalistes, 2009, Savoir, connaître, agir, pp.95-108. hal-02054864

HAL Id: hal-02054864

<https://hal-univ-tlse2.archives-ouvertes.fr/hal-02054864>

Submitted on 2 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rhétorique du bonimenteur élyséen

Une université ne produit pas des biens de consommation ; par conséquent, une université en lutte – présentement, contre les projets de décret de Valérie Pécresse et, au-delà, contre la loi LRU – ne saurait lutter intelligemment en s’arrêtant tout bonnement, comme on arrête une chaîne de montage automobile, mais au contraire en remplissant plus que jamais ses missions, en élargissant le plus possible ses sujets d’étude et son public, et en mettant ses compétences intellectuelles au service de tous pour une analyse critique de la situation. A l’heure où le discours du pouvoir accuse les enseignants-chercheurs de parasitisme et d’inutilité, ce mode d’action représente à la fois une riposte stratégiquement féconde, et une redistribution, socialement due, des savoirs pour lesquelles la collectivité dépense en effet de fortes sommes – quoique infimes au regard de ce que coûte le renflouement du secteur bancaire par exemple. Il s’agit de démontrer à l’opinion publique, par la transparence et l’implication, que la recherche menacée est utile et nécessaire, et plus spécifiquement ces disciplines stigmatisées comme socialement futiles et économiquement improductives – la littérature, la linguistique, la sociologie, toutes les sciences humaines qu’on appelait jadis les humanités. Ainsi, Nicolas Sarkozy déclarait, le 16 avril 2007 : « Le contribuable n’a pas forcément à payer vos études de littérature ancienne si au bout il y a 1000 étudiants pour deux postes. [...] Les universités auront davantage d’argent pour créer des filières dans l’informatique, dans les mathématiques, dans les sciences économiques. »

Dans le cas présent, mon intention est de démontrer l’utilité sociale des études littéraires comme laboratoire où se forge et s’affine une conscience critique du langage, laquelle peut aussi librement s’appliquer au discours publicitaire, médiatique ou politique, et même aux discours du Président de la République en exercice. Ce fut donc le cas de mon cours de Littérature française du mardi 10 février 2009, initialement destiné aux étudiants de 3^{ème} année de licence de lettres modernes du Centre Universitaire Jean-François Champollion d’Albi. Ce jour-là, y avaient été conviés tous les étudiants, enseignants-chercheurs, personnels de l’Université, journalistes, Albigeois, touristes, curieux, amateurs de rhétorique, citoyens, sans-papiers, adhérents de l’UMP, etc. L’objet de ce cours ouvert à tous consistait en une explication de texte du *Discours à l’occasion du lancement de la réflexion pour une Stratégie*

*Nationale de Recherche et d'Innovation*¹, tenu au Palais de l'Élysée le jeudi 22 janvier 2009, devant un aréopage composé de Présidents d'Universités, d'acteurs de la recherche publique et privée, de représentants des grandes entreprises et de membres du gouvernement.

Ce discours, qui a cristallisé la colère des chercheurs (au point de susciter une pétition demandant des excuses), n'est assurément pas celui qui a valu le plus grand retentissement médiatique à son orateur. Néanmoins, il faut rappeler cette évidence : quand Nicolas Sarkozy s'exprime, sur tel sujet devant une assemblée catégorielle, il s'adresse virtuellement à la France entière, selon le mécanisme du trope communicationnel² qui fait que derrière le destinataire officiel apparent se cache un destinataire secondaire, plus important. La fenêtre PR-TV du site de l'Élysée, relayant en images la moindre allocution présidentielle, est le rouage évident de cette circulation du discours politique qui fait que, de nos jours, même ce qui est dit en *off* est délibérément destiné à devenir du *in*.

Dans ce discours de politique générale en matière de recherche, Nicolas Sarkozy présente ses projets de réformes, qui sont un choix politique et idéologique, comme l'évidence, la voie naturelle et nécessaire, la seule possibilité offerte au bon sens contre l'immobilisme. Une telle posture, fort classique dans la rhétorique de droite, le dispense d'argumenter ; c'est son éthos – qui consiste pour un orateur à « donner par la façon dont il construit son discours une image de lui-même de nature à convaincre l'auditoire en gagnant sa confiance »³ – qui se porte garant de la pertinence de ce choix.

L'occultation de l'idéologie par sa naturalisation trouve ici son expression la plus banale dans la métaphore linéaire : « *je souhaite que nous allions plus vite, plus loin dans l'autonomie.* » Le filage de cette métaphore permet d'opposer, de façon binaire, le *mouvement*, qui va dans le *bon sens*, celui de l'Histoire ou du progrès, et l'immobilisme ou la régression : « [l'organisation "à la française"] *repose sur des bases définies au lendemain de la seconde guerre mondiale, complétées à la fin des années 60, dont les archaïsmes et les rigidités ont été soigneusement figées [sic] au début des années 80.* » ; « *on avait tellement de craintes sur le mouvement de réformes qu'on se disait dans le fond il vaut mieux garder un mauvais système, plutôt que d'aller vers un système qui pouvait être pire, mais les forces du*

¹ Le discours est téléchargeable au lien suivant (vidéo et texte) : http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=cview&press_id=2259&cat_id=7&lang=fr. Quand je cite le texte, je respecte scrupuleusement l'orthographe, la syntaxe et la ponctuation, souvent défailtantes, de la version écrite.

² Catherine Kerbrat-Orecchioni. *L'Implicite*. Armand Colin, 1991, p.131-137.

³ Définition d'Antoine Auchlin, citée par Catherine Kerbrat-Orecchioni et Hugues Constantin de Chanay. "100 minutes pour convaincre : l'éthos en action de Nicolas Sarkozy". <http://halshs.archives->

conservatisme et de l'immobilisme ont toujours triomphé. » Ce motif linéaire, Nicolas Sarkozy le martèle à coup de synonymes redondants et de métaphores mécaniques : « *L'élaboration de la feuille de route, du cap et de la destination, ne s'oppose pas, bien au contraire, à l'amélioration des performances du moteur.* » Il le développe au niveau du macrocosme ; car c'est le *mouvement du monde* : « *D'autre [sic] disent "cela va trop vite". Mais qu'est ce qui va trop vite ? Le monde qui change ? Mais qui peut penser que la France et ses 65 millions d'habitants peut [sic] aller moins vite que le mouvement du monde ? Si la France veut peser sur l'organisation du monde du XXI^{ème} siècle, il faut qu'elle aille à la vitesse de ce monde.* » Mais en outre, la métaphore d'une marche linéaire inéluctable est renforcée, au niveau du microcosme, par celle de la maturation (assurément inéluctable) de l'individu, de l'enfance à l'âge adulte : « *C'est au contraire un système infantilisant, paralysant pour la créativité et l'innovation.* » Ce que disent implicitement ces métaphores filées, c'est que toute opposition serait *régressive* – à la fois puérile et rétrograde : « *L'immobilisme, pis le recul, nous sont interdits.* »

La nature exacte de cette *marche* se précise à travers le motif sportif : « *nous ne sommes pas aujourd'hui dans le peloton de tête des pays industrialisés pour la recherche et l'innovation.* » Car cette marche est une course : « *Le risque n'est pas dans le mouvement (...). Le risque est dans l'immobilisme. Tout ralentissement dans le rythme des réformes se traduira par un retard que nous paierons très cher.* » On commence à voir la mission qui est implicitement donnée à la recherche – être une arme dans la compétition (voire la guerre) mondiale économique. C'est ce topos de la pensée unique que renforce le recours aux clichés, c'est-à-dire aux locutions imagées figées et passées telles quelles dans la langue, à l'instar de la *fracture sociale* ou de la *France d'en bas*. Ce prêt-à-parler est la forme stylistique d'un prêt-à-penser, un grumeau de doxa : s'agissant de recherche scientifique, deux expressions apparaissent avec une forte prévisibilité, *la fuite des cerveaux* (métonymie pour la fuite des savants) et *la bataille de l'intelligence* (métaphore guerrière). Ce dernier cliché, tarte à la crème du discours politique sur la science, semble tout droit tiré d'un stage de motivation pour cadres sup ou de la plaquette de réclame d'un institut privé de management ; mais parmi l'infinité de locuteurs véhiculant ce cliché, et contribuant par leur usage à en accréditer l'innocente force de persuasion, on retrouve une occurrence sarkozyenne antérieure, qui en explicite la signification et les conditions d'emploi : « *Si nous perdons la bataille de l'intelligence, alors nous perdrons la guerre économique.* » C'était le 30 août 2007, dans une

Université telle que l'aime Nicolas Sarkozy : l'université d'été du MEDEF.

C'est exactement l'équation qu'établit insidieusement cette coordination qui, en réunissant les éléments d'une liste, les amalgame : « [les] *défis de la connaissance et de la croissance du XXI^{ème} siècle* ». La mission sociale donnée à la recherche découle naturellement de cet amalgame : « *la recherche est une source de création de richesse et de croissance* ». Qu'on se le dise, la recherche doit faire croître et enrichir, à l'instar des « *campus néerlandais, britanniques et allemands qui génèrent à partis [sic] de clusters beaucoup d'emplois, beaucoup de valeur ajoutée et beaucoup de créations de richesse.* » Le choix même du terme de *clusters* n'est pas anodin : c'est un anglicisme, qui par conséquent véhicule toutes les connotations de modernité et de technicité associées à la langue de Bill Gates, et que n'a pas sa traduction française en *pôle de compétence, de développement, de compétitivité ou d'excellence*. Bien qu'ayant le même signifié, un cluster sonnera toujours plus compétitif qu'un pôle de compétitivité. Compétitivité consistant à « *créer les conditions qui permettront à nos meilleurs chercheurs et aux entrepreneurs les plus dynamiques d'obtenir davantage de résultats scientifiques, d'inventer de nouveaux produits, de créer de nouvelles innovations.* » Autre liste, mêmes amalgames : la recherche suivra la voie du progrès pour autant qu'elle pondra de nouveaux gadgets à mettre sur le marché.

Le lieu commun linéaire est renforcé par l'image médiatique de l'orateur en homme pressé, sportif, mouillant son maillot lors de joggings dûment couverts par la presse, à l'inverse de ses opposants taxés de manque d'endurance : « *Parfois j'entends dire "il faut faire une pause dans les réformes". J'ai envie de dire : déjà fatigué ? Quand même, franchement, deux ans de réformes, cela doit être supportable !* » Une fois posé que la politique sarkozyenne est affaire de bon sens, sa contestation ne peut être imputée qu'à la fatigue ou la lassitude. C'est d'ailleurs dès les premières lignes que, à travers les antonymes de *immobilisme, frilosité* et *repli sur soi*, se dessine en filigrane la posture adoptée par Nicolas Sarkozy, le mouvement, l'ardeur et l'ouverture : « *face à la crise, nous il [sic] serait catastrophique de nous replier sur nous-mêmes, il serait catastrophique d'attendre frileusement que ça passe, cette stratégie là de l'immobilisme, de la frilosité et du repli sur soi, elle nous est interdite ce n'est pas une question d'idéologie, ce n'est pas une question de droite ou de gauche, c'est une question de bon sens, il n'y a aucune espérance à attendre d'une stratégie faite d'immobilisme et de repli sur soi. La crise nous donne l'occasion d'accélérer la modernisation des structures obsolètes (...).* »

On voit ici que le *bon sens* mêle avantageusement son acception spatiale et

intellectuelle : puisque c'est du bon sens, cela se passe d'argumentaire, et il n'y a qu'à suivre la seule direction possible. L'idéologie, le choix politique redevable d'une justification argumentée et susceptible de se voir opposer un contre-discours, font ainsi l'objet d'une dénégation continuelle : « *si l'on veut bien arrêter de faire de l'idéologie, de faire du combat politique partisan et si l'on veut accepter une définition pragmatique de ce qu'il y a de meilleur pour la recherche, l'enseignement supérieur, l'université dans notre pays.* » Ce déni de l'idéologie n'est qu'un trompe-l'œil, on ne peut plus idéologique : ainsi, quand Nicolas Sarkozy esquisse les bases de *l'organisation à la française* qu'il s'évertue à démolir, il fait allusion à trois étapes de l'histoire de l'Université, le *lendemain de la seconde guerre mondiale*, la *fin des années 60* et le *début des années 80*. Assurément, le survol historique est simplificateur⁴ ; mais on y voit précisément un positionnement idéologique marqué, consistant à liquider les héritages de l'après-guerre (qu'incarne le Conseil National de la Résistance), de mai 68 (la loi Edgar Faure⁵) et du premier septennat de Mitterrand (la loi Savary⁶), tout ce que la loi LRU s'attache à démanteler depuis son vote à l'été 2007, avec entre autres le projet de décret d'application sur le statut des enseignants-chercheurs, visant à annuler le décret actuellement en vigueur, qui date de 1984.

Alors que pour le linguiste, l'historien ou l'épistémologue, il n'y a pas de réalité accessible hors d'un discours qui l'organise, à en croire l'orateur c'est la réalité même qui parle par lui, pure, indépendamment de toute mise en mots par quoi commence l'idéologie⁷ : « *On peut continuer, on peut écrire. C'est une réalité et si la réalité est désagréable, ce n'est pas désagréable parce que je le dis, c'est désagréable parce qu'elle est la réalité, c'est quand même cela qu'il faut voir. Arrêtez de considérer comme sacrilège celui qui dit une chose et*

⁴ C'est ce que souligne Vincent Duclert : « Il n'est pas possible, sur le plan de la vérité historique, de présenter la politique scientifique de la France dans le second XX^{ème} siècle de cette manière si caricaturale. Celle-ci passe à la trappe les profondes innovations fondamentales introduites dans les années 1950 par Pierre Mendès France (gouvernement juin 1954-février 1955 et colloque de Caen en novembre 1956) puis par le général de Gaulle à partir de novembre 1958. L'une des réalisations les plus emblématiques de cette volonté partagée d'une politique de la recherche avait été la création de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique. Par ailleurs, et même si Nicolas Sarkozy avoue fréquemment son mépris pour les innovations socialistes, on ne peut balayer ainsi d'un revers de main le grand ministère de la Recherche créé en 1981 ni le bilan des ministères Hubert Curien (1984-1986 et 1988-1993). Des multiples ouvrages de référence existent sur le sujet ; ils sont par exemple disponibles à la mission des archives du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. A l'évidence, ils n'ont pas été consultés. (...) Pour moderniser la recherche et l'enseignement supérieur, il est indispensable de s'inscrire dans une démarche intellectuelle et une pensée historique. Ni l'une ni l'autre ne sont réunies. » http://larecherche.typepad.fr/le_blog_des_livres/2009/02/quel-avenir-pour-la-recherche-et-luniversite%C3%A9-.html

⁵ Votée le 12 novembre 1968 par la gauche et la droite, le PCF s'abstenant, elle prenait en compte quelques revendications de mai 68, instaurait – déjà – l'autonomie des universités, et organisait une forme de cogestion par des élus représentant le personnel et les étudiants – mais, il est vrai, pas les chefs d'entreprise.

⁶ Votée le 12 janvier 1984, elle définissait notamment la notion de « service public d'enseignement supérieur ».

voir [sic] si c'est la réalité. C'est la réalité qu'il faut contester dans ce cas là. » C'est là un lieu commun de la rhétorique de droite, et plus spécifiquement sarkozyenne⁸. Attaquer Nicolas Sarkozy revient à attaquer la réalité, à jouer les Don Quichotte. Ou les intellos oiseux, qui peuvent continuer, et écrire, c'est-à-dire se complaire dans l'immobilisme : « Pas assez de résultats, pas assez de qualité de vie au travail, pas assez d'attractivité et on en tire la conclusion qu'on ne fait rien. Que nous regardons. Que l'on commente le malaise. Que l'on décrit le malaise. Que l'on réfléchit sur le malaise. Que l'on pense au malaise. On entretient le malaise. Nous, nous allons y répondre ! Par l'action, par la décision. » Regarder, commenter, décrire, réfléchir, penser, autant de verbes qui pourraient hâtivement résumer l'activité d'un chercheur, dont se démarque l'icône de l'ardeur et du mouvement, qui répond en agissant et en décidant.

Cet anti-intellectualisme ordinaire se traduit par une argumentation rudimentaire. L'allocution présidentielle comprend très peu de connecteurs logiques : aucune expression de la concession (telle que *toutefois*, *cependant*, *bien que*, *néanmoins*, *nonobstant*) qui aurait pour effet de ménager une place dialogique au discours de l'autre, aucune occurrence de *or*, *par conséquent* etc., quelques *donc* pas toujours très logiques, et une quinzaine de *mais*, souvent en fonction de virgules orales. On trouve un prolongement convaincant de ce refus de l'intellectualisme dans le recours au parler oral : « On met un peu la poussière sur [sic] le tapis et on la laisse pour les autres. » ; « la France éprouve des difficultés à tirer son épingle du jeu » ; « ces admirables chercheurs (...) ne sont-ils pas l'arbre qui cache la forêt ? ». Signalons, au passage, que ce dernier argument, outre son aspect commode et malléable⁹, néglige l'écosystème de la connaissance et sa biodiversité : un Nobel n'est possible que parce qu'il y a le terreau favorable d'une recherche collective ; et chaque discipline bénéficie en outre du travail des disciplines voisines¹⁰.

Cet écart par rapport au registre châtié et à la posture traditionnellement adoptés par les chefs de l'Etat se loge dans une infinité de tournures proprement orales : *ça* pour *cela* ; la répétition du sujet de la phrase : « La recherche et l'innovation c'est la clé pour que notre pays sorte renforcé de cette crise sans précédent. » ; l'évitement de la subordination, forme

⁷ C'est par l'adverbe *naturellement* que Jacques Chirac opérait ce genre de truccages.

⁸ On le trouve par exemple dans le discours du 20 mars 2007 à Villebon-sur-Yvette : « Je veux avoir le droit de dire cela parce que c'est la vérité, non parce que c'est de gauche ou parce que c'est de droite, mais parce que c'est la vérité. »

⁹ Comme l'écrit Henri Audier, « Il y a peu de temps, l'attaque contre la recherche française était : "On n'a pas de prix Nobel". Maintenant qu'il y en a : "c'est l'arbre qui cache la forêt". C'est "pile je gagne, face tu perds". » <http://www.sauvonslarecherche.fr/spip.php?article2377>

¹⁰ Mes recherches, par exemple, doivent beaucoup aux travaux de critique littéraire, mais aussi à la

grammaticale d'une pensée complexe (l'hypotaxe) : « *il n'y a aucun domaine ou [sic] l'on vous dit on a trop de moyens.* », « *on se disait dans le fond il vaut mieux garder un mauvais système* ». Les phrases courtes et la syntaxe simple sont privilégiées : « *Pareil pour la politique européenne.* » On remarquera que parfois la version écrite du discours sacrifie à la norme du langage surveillé dont s'affranchit la performance de l'orateur. Ainsi, « *ce n'est pas une chose que l'on fait facilement* » devient à l'oral « *c'est pas un truc qu'on fait facilement* », ou « *ce que nous venons de décider provoquera des réactions* » devient « *ce qu'on vient de décider ça provoquera des réactions* ». Mais globalement, ce relâchement rhétorique caractérise aussi la version écrite, à tel point qu'elle conserve des phrases à la limite de la grammaticalité ou de l'intelligibilité : « *D'ailleurs, je dois vous dire, c'est une révolution totale. L'idée de dire qu'enfin, en France, on est capable de choisir des projets.* » ; « *[les] conservateurs de tous poils, que l'on trouve à droite en nombre certain et à gauche en nombres innombrables [sic]. Je dis innombrables à gauche car ils sont plus nombreux.* » ; « *On la mènera [la bataille de l'intelligence] jusqu'au bout, mais vraiment les moyens supplémentaires, si les réformes prospèrent et si l'évaluation se développe.* » A cela s'ajoutent nombre de coquilles, une ponctuation indigente et une orthographe négligée (les sept pages du discours comprennent une bonne quinzaine de fautes).

Un tel *négligé* dans la vitrine rhétorique de la présidence (le texte de ses propres discours) ne laisse pas de faire rire, de la part de celui qui déclarait pompeusement, dans son discours de Périgueux le 15 février 2008 : « Le vocabulaire est un instrument de liberté. L'orthographe, par quoi notre langue se tient debout ; la grammaire, qui est le commencement de toute pensée qu'il faut débarrasser de l'in vraisemblable charabia dans lequel on l'a enveloppée et qui l'a rendue presque aussi incompréhensible pour les enfants que pour les parents (...) : toutes ces disciplines, orthographe, grammaire, toutes ces disciplines seront remises à l'honneur. » Le fond de cette déclaration de Périgueux ne réside d'ailleurs pas tant dans la célébration de la maîtrise de la langue, que dans l'attaque en règle contre ceux qui ont prétendument rendu la grammaire incompréhensible, linguistes, didacticiens, chercheurs en sciences de l'éducation et autres « héritiers de mai 68 ». Ce négligé, en outre, passé le plaisir léger de surprendre le cancre en flagrant délit de contradiction, soulève surtout des interrogations : faut-il y voir l'effet d'une réduction budgétaire drastique, ou d'une incompétence notoire¹¹, au sein du service de la communication élyséenne ? Ce serait pour le moins étonnant. Ce relâchement, qui porte tout à la fois sur le niveau de langue, la syntaxe,

linguistique, la pragmatique, la sociologie, la philosophie, l'histoire.

l'orthographe, n'est-il pas plutôt le symptôme du mépris professé par Nicolas Sarkozy envers l'intellect, la culture et les lettres ? A moins que ce ne soit, même, un signe délibéré de dédain pour ces choses-là, la démagogie rhétorique s'exprimant autant dans un populisme orthographique que dans l'anti-intellectualisme d'une syntaxe pauvre et des idées reçues. Car, comme l'écrit Ali Magoudi, « à l'évidence, l'usage d'un style relâché fait peuple. En l'employant, le président envoie aux téléspectateurs un message simple : "Peuple, je suis des tiens, adopte-moi." »¹² Il est évidemment impossible de faire la part des choses entre le texte et l'intention, entre le fait que, dans le discours de Nicolas Sarkozy, *ça* parle, malgré lui et ses collaborateurs, et ce qui relève d'une communication ô combien maîtrisée. Mais ce qui en ressort à coup sûr, c'est que, par ce négligé ostentatoire, « l'homme ne respecte pas les places symboliques qu'il est supposé incarner. »¹³

Rupture symbolique, ce laxisme affranchit fictivement Nicolas Sarkozy des contraintes formelles de sa fonction, et renforce son éthos populiste : spontané, bonhomme, faisant fi des chinoiseries et des subtilités oiseuses, sollicitant chez ses interlocuteurs, non pas la raison, la capacité d'argumenter, l'intellect, mais le bon sens et la connivence. Loin du verbe souvent solennel et compassé de ses prédécesseurs : « là où les précédents chefs d'Etat parlaient à tous les Français, c'est-à-dire au peuple ou à la nation, Nicolas Sarkozy, lui, s'adresse à chacun d'entre eux. Un par un. »¹⁴ Plusieurs tours phatiques, « *écoutez* » ou « *tenez-vous bien* », veillant à ce que la communication soit établie et maintenue, associent d'ailleurs le destinataire à l'élaboration du discours, et l'y impliquent. Ils trouvent leur raison d'être quand l'appel à la coopération dispense d'argumenter. C'est déjà l'avantage de la prétérition : « *Je n'ai pas besoin de vous convaincre de la dimension cruciale que cela aura dans le monde nouveau qui se dessine.* » C'est aussi la fonction des adverbes d'énonciation *honnêtement* et surtout *franchement* (5 occurrences, souvent assorties de « *quand même* » et d'un haussement d'épaules) : « *Quand même, franchement, deux ans de réformes, cela doit être supportable !* ». Ces adverbes portent sur la phrase tout entière, ils appuient souvent l'énonciation d'une platitude : « *Franchement, on est un grand pays moderne* », « *Franchement, la recherche sans évaluation, cela pose un problème.* » Ils confèrent au propos une honnêteté et une franchise qui, à trop s'affirmer, dénoncent presque leur contraire.

Cette sollicitation rhétorique et factice de l'interlocuteur est le volet communicationnel

¹¹ Auquel cas il y aurait là un débouché professionnel pour au moins un étudiant de lettres.

¹² Postface de *J'veis vous dire un truc... Les plus belles déclarations de Nicolas Sarkozy*, La Découverte, 2009, p.145.

¹³ *Idem*, p.144.

de l'idéologie du bon sens ; elle trouve sa forme la plus achevée dans les interrogations oratoires, qui sont des affirmations déguisées laissant le soin au destinataire de formuler mentalement une réponse déjà implicitement contrainte par la forme même de la question : « *Pouvons nous nous satisfaire de l'organisation "à la française" du système de recherche et d'innovation ? N'y a-t-il pas urgence à en finir avec une organisation désastreuse, qui multiplie les structures et gaspille les moyens. N'y a-t-il pas eu assez de rapports décrivant la situation ? Faut-il attendre encore ? Attendre quoi ? Que la situation se dégrade ? Que l'on prenne d'avantage de retard ? Que la crise passe ? Pour que l'on attende la suivante ?* »

La répétition systématique du procédé n'est qu'un cas particulièrement voyant de l'usage de l'anaphore, consistant à faire débiter une série de phrases par un même groupe de mots : « *C'est pour cela que nous mettons progressivement les universités autonomes au centre du dispositif de recherche et d'innovation (...). C'est pour cela que nous allons simplifier l'organisation du CNRS (...). C'est pour cela que nous allons restructurer (...). C'est pour cela que nous allons simplifier les règles de la propriété industrielle (...). C'est pour cela que la Caisse des Dépôts lancera un fonds de valorisation de la propriété intellectuelle issue de laboratoires publics.* » Plus généralement, le discours de Nicolas Sarkozy multiplie le martèlement de mots clefs : « *L'Etat doit avoir une politique scientifique comme il a une politique économique, sociale, fiscale, pénale. Il doit avoir une politique scientifique.* » Ces répétitions, inutiles du point de vue de la syntaxe ou de la signification, prennent tout leur relief à l'oral, en fonction de l'intonation et de la mimogestualité qui les accompagnent ; mais le plus cocasse est qu'elles sont parfois platement inscrites en toutes lettres dans la version écrite, si bien qu'on peut se demander si l'écrit est le texte qu'interprète fidèlement l'orateur, ou s'il est le procès verbal du discours, consigné *a posteriori* : « *aujourd'hui vous disposez Mesdames et Messieurs les chefs d'entreprises (...) du système fiscal en faveur de la recherche le plus attractif au monde, au monde.* » ; « *Aucun gouvernement n'avait jusqu'alors réalisé un tel effort en si peu de temps, aucun.* » ; « *La valorisation et les transferts de technologie de la recherche vers les entreprises donnent en France – je veux le dire – des résultats médiocres, médiocres* ».

L'interrogation rhétorique implique donc l'interlocuteur sans pour autant lui laisser la parole, tandis que l'absence de concessives revient à occulter le discours opposé. L'analyse du pronom de l'interlocution, *Vous*, vient préciser ce constat. Avec 16 occurrences, il apparaît deux fois moins que le *Je* et quatre fois moins que le *Nous* ; dans la moitié des cas, il désigne

¹⁴ Idem, p.146.

l'ensemble de l'auditoire, et deux fois seulement, les chercheurs. A l'opposé, le pronom *Nous* est de loin le plus présent (62 occurrences). Dans la moitié des cas, *Nous* désigne le gouvernement, et est sujet de verbes d'action. Il est concurrencé, *a fortiori* dans la version orale du discours, par le pronom *On* : ce dernier apparaît comme l'équivalent oral de *Nous*, qu'il s'agisse du gouvernement ou de la France ; il se prête également à la formulation de vérités générales : « *Ce n'est pas parce que l'on a une stratégie qu'on réussit, mais honnêtement quand on n'a pas de stratégie on a assez peu de chance de réussir.* » Surtout, ce pronom caméléon a l'avantage d'être imprécis et passe-partout, avantage indéniable quand il s'agit de stigmatiser le discours de l'autre sans avoir à le nommer, encore moins à le réfuter : « *bien souvent on a reculé devant la nécessité de réformer nos universités et de nos organismes de recherche. Je n'accuse personne, c'est un constat que chacun peut faire.* » Formellement, Nicolas Sarkozy n'accuse en effet personne : cela demanderait d'être plus précis, plus rigoureux, mieux documenté, plus complexe. Les trois étapes historiques de la sclérose de l'Université ou la complaisance intellectualiste dans le malaise, c'est encore et toujours *On*, le méchant régressif dont l'identité ne se précise guère que par contraste avec le *Nous* qui le suit, moderne, actif, dynamique : « *On a réfléchi en 1945, on a encore un peu réfléchi dans les années 60 et on a annoncé que l'on arrêté [sic] de réfléchir dans les années 80. Nous sommes en 2009.* », « *On entretient le malaise. Nous, nous allons y répondre !* »

Sur cette toile de fond – *Vous* en minorité, *Nous* dans l'action, *On* un peu partout, tantôt au gouvernement, tantôt du côté de l'immobilisme – se détache logiquement le pronom de l'orateur, *Je*. Il est naturellement l'un des lieux privilégiés de l'inscription de l'éthos. On a vu que ce discours dessinait un orateur pragmatique, moderne, décidé, franc, honnête, qui va de l'avant, et n'accuse personne. La proportion de *Je*, pour autant, peut paraître étonnamment faible, si on la compare avec celle des discours de Sarkozy candidat¹⁵ : 35 occurrences pour un texte de 4000 mots environ, soit moitié moins que dans les discours de campagne (17 pour 1000). Arrivé au pouvoir, Nicolas Sarkozy semble quitter ici la posture de celui qui dit « *Je veux être le président qui* » ou « *Je rêve d'une France qui* », pour apparaître comme le porte-parole de la politique d'une équipe gouvernementale. Si l'on observe plus attentivement les verbes dont ce *Je* relativement rare est sujet, on constate qu'il n'y a aucun verbe d'action – c'est *Nous* et *On* qui en sont sujets – mais exclusivement des verbes de parole ou assimilés (opérations mentales), mettant en scène l'orateur porte-voix : je dis, je sais, je vois, je crois, je remercie, je souhaite, j'appelle de mes vœux, je salue, je me réjouis, j'ajoute, j'entends dire, je

¹⁵ Louis-Jean Calvet et Jean Véronis. *Les Mots de Nicolas Sarkozy*. Seuil, 2008, p.39-49.

soutiens, je parle etc. Le sujet du discours se spécialise dans le rôle du bonimenteur, gesticulant pour faire passer ses choix idéologiques sur la foi de sa bonne mine. Le *Je* opère une dramatisation de l'énonciation, qui en ressort courageuse, honnête et directe : « *D'ailleurs, je dois vous dire, c'est une révolution totale.* », « *ces admirables chercheurs et ces points forts – j'ose le dire – ne sont-ils pas l'arbre qui cache la forêt ?* » ; « *La valorisation et les transferts de technologie de la recherche vers les entreprises donnent en France – je veux le dire – des résultats médiocres* ». Cette dramatisation semble d'autant plus vaine quand elle débouche sur une phrase incomplète : « *Je vous garantis que nous avons la volonté d'avancer. (...) Mais je vous garantis que la volonté que cela bouge, que l'on produise de nouveaux résultats, que les chercheurs soient plus heureux, plus efficaces et que la France débattenne chaque année de sa politique de recherche scientifique.* [sic] » C'est la montagne oratoire qui accouche d'une souris syntaxique.

Le *Je* énonce donc avec audace, et met tout son éthos dans la balance, comme la meilleure *garantie* de la justesse de ce qu'il dit. Il sait, anticipe, ne s'étonne pas, et surtout ose : « *Je sais parfaitement que ce que nous venons de décider provoquera des réactions. Mais cela ne m'étonne pas. C'est parce que c'est difficile que cela n'a pas été fait jusqu'à présent. Parce que si cela avait été facile, cela aurait été fait. Donc ce n'est pas la peine de m'indiquer qu'il y aura des difficultés, je le sais.* » De surcroît se formule ici un raisonnement pour le moins contestable, mais qui assoit davantage cet éthos courageux : les politiques scientifiques antérieures étaient faciles, et si l'indispensable réforme sarkozyenne n'a jamais été entreprise par le passé, c'est simplement parce qu'elle est difficile. Outre son courage, l'orateur met en avant son souci du bonheur des enseignants-chercheurs qui ne lui avaient rien demandé en la matière : « *que les chercheurs soient plus heureux* » ; et dans sa mansuétude de télévangéliste, il s'engage à tenir des promesses qu'il n'a pas faites : « *nous avons parfaitement conscience de toutes les promesses qui ont été faites et en général non tenues. Ainsi, nous tenons des promesses que nous n'avons pas faites. C'est assez rare.* » Le geste est peut-être assez rare, mais a déjà été revendiqué par au moins un homme politique, dans son « Message pour la retraite des vieux » prononcé le 14 mars 1941 à Saint-Etienne : le maréchal Pétain, ça ne s'invente pas, qui disait alors « Je tiens les promesses, même celles des autres. »

La meilleure arme argumentative d'un discours qui, précisément, évite toujours d'argumenter, pour chercher à emporter la conviction sur sa mine et son style, c'est cet éthos, fait d'audace, de bon sens et de bonhomie. Il faut néanmoins préciser que cette bonhomie est davantage tournée vers les chefs d'entreprise présents dans l'auditoire, et au-delà, le « bon peuple » dont on espère sans doute qu'il saura se reconnaître dans l'anti-intellectualisme, le

parler oral et les idées reçues, plutôt que vers les chercheurs. Car ces derniers subissent au passage une humiliation en bonne et due forme de la part d'un orateur qui déclare qu'il ne veut pas être désagréable, mais que la réalité qui parle par lui l'est : « *pardon, je ne veux pas être désagréable, à budget comparable, un chercheur français publie de 30 à 50 % en moins qu'un chercheur britannique dans certains secteurs. Évidemment, si l'on ne veut pas voir cela, je vous remercie d'être venu [sic], il y a de la lumière, c'est chauffé... On peut continuer, on peut écrire.* »¹⁶ La dimension strictement non-informative de cette phrase – il va de soi, *a fortiori* pour ceux qui s'y trouvent, que les salons de l'Élysée sont chauffés et éclairés – engage le destinataire à lui chercher une motivation implicite, puisque les lois du discours veulent qu'on ne parle jamais pour ne rien dire¹⁷. Le sous-entendu véhiculé par cette digression est que les chercheurs sont principalement animés par leur attachement à un confort douillet.

Cette dernière digression, dont on ne peut savoir si elle a été improvisée à l'oral et consignée ensuite à l'écrit, ou au contraire préméditée et rédigée telle qu'elle fut prononcée, n'est que la trace la plus obscène du mépris dans lequel Nicolas Sarkozy tient les chercheurs, condamnés à être les supplétifs de la croisade capitaliste ou à mourir. De façon plus continue, plus grave et moins catégorielle, ce sont le dédain de l'intelligence, l'évitement de l'argumentation, l'occultation de l'histoire et de l'idéologie, la posture du bonimenteur, l'éthos démagogique, la rhétorique populiste, le credo du bon sens... qui font la nocivité politique de l'orateur Sarkozy, bateleur nauséeux d'une farce tragique.

Post-scriptum :

La revue *Raison présente*, en publiant ce texte sous le titre « Rhétorique élyséenne » dans son n°171, en avait significativement censuré l'ironie indisciplinée. Voici le courrier électronique que j'ai adressé à Christian Ruby, co-directeur de *Raison présente*, le 19 octobre 2009 :

Je viens de recevoir le n°171 de RP. Bien que très heureux de voir mon texte publié, je dois exprimer une légère amertume, voire de l'agacement, sinon de la colère. Je t'ai dit que j'admettais que soit édulcoré mon titre « Rhétorique du bonimenteur élyséen » –

¹⁶ Cette digression concentre à elle seule le mépris exprimé par ce discours, et la colère qu'il a suscité, si bien qu'elle mérite de figurer dans l'édifiante anthologie *J'veis vous dire un truc...* op. cit., p.44-45.

¹⁷ Catherine Kerbrat-Orecchioni. *L'Implicite*. Armand Colin, 1991, p.194-298.

bien que sa force stylistique d'accroche et d'annonce réside dans le grand écart entre les connotations élevées de « élyséen » et triviales de « bonimenteur », mais passons... – j'admettais, donc, dès lors que la chute de mon texte était préservée. Or, il n'en est rien : « bateleur nauséux d'une farce tragique » y devient platement « bateleur élyséen d'une farce tragique ». Contrairement au titre, offert à un lectorat large qui survole le sommaire mais ne lit pas nécessairement l'article, la chute n'est a priori lue que par ceux qui ont suivi ma démonstration, et sont susceptibles d'être convaincus des raisons du choix de mes mots, nausée comprise, dans laquelle il n'y a d'ailleurs ni insulte, ni diffamation. La « faute de goût » est donc moins provocatrice et arbitraire que celle du titre, elle a été amenée, et je me plais à le croire, justifiée. C'est précisément là-dessus que s'achève mon propos – comme disent les latins, *in cauda venenum* – et j'y avais veillé jusque dans la forme, donnant à ma péroraison la cadence efficace d'un alexandrin classique, que mon censeur béotien ne s'est guère soucier de préserver. Si au moins j'avais été consulté, je me serais efforcé de proposer un mot qui exprime mieux ma pensée et, en outre, fasse trois pieds et non quatre.

Il ne s'agit pas d'une coquetterie d'auteur comme celles auxquelles tu dois te heurter régulièrement. Je vois dans ce bémol dommageable une énième preuve de la normalisation outrancière des discours, d'une autocensure convenable, d'une rhétorique proprement polie et « policée » – parfois entretenue par les poursuites judiciaires croissantes pour crime de lèse-majesté – qui pèse sur les journalistes, les intellectuels, les citoyens. Je trouve ce souci de bienséance bien timoré, et hors de propos s'agissant d'un combat de l'intellect qui s'exprime, indissolublement, par des choix de style où le « bon ton » n'est pas de mise – surtout quand il s'agit comme ici de combattre un usage du discours, quant à lui décomplexé et en rien bienséant, de la part de celui qui en incarne la dimension proprement « exécutive ». Ironie du sommaire : l'article précédant le mien s'intitule « Résister à la normalisation des conduites ». Pour le linguiste engagé que je suis, cela commence par une résistance à la normalisation des discours. On ne combat pas la langue de bois par une rhétorique en contreplaqué.

Jérôme Cabot